Pour des Etats généraux du syndicalisme de transformation sociale

Pour Unité et Action, le temps de l’unité et de l’union syndicales est venu

Les Congrès de la FSU de Clermont puis de Metz ont validé la proposition de tenir avec les forces syndicales intéressées des Etats généraux du syndicalisme de transformation sociale.

Quelles en étaient les raisons ?

D’abord la nécessité d’élargir le nombre des syndiqué.es, de contrecarrer une perte de rayonnement du syndicalisme, son absence sur certains lieux de travail, sa difficulté à conquérir de nouveaux droits au-delà de la défense des acquis sociaux menacés, la baisse de participation aux élections.

La nécessité de mieux prendre en compte les transformations du travail, le développement du numérique, la diversité des statuts et employeurs des salarié.es, les réformes du dialogue social etc.

La nécessité pour le syndicalisme de mieux intégrer les nouvelles formes de lutte mais aussi de mieux appréhender les diverses formes de domination (racisme, homophobie, sexisme) et les questions posées par la dimension environnementale, notamment le lien avec l’emploi, les inégalités et le rôle des services publics.

Pourquoi maintenant ?

Le mouvement sur les retraites démontre, sans préjuger de l’issue de la lutte, la puissance retrouvée d’un syndicalisme qui privilégie l’unité sur les querelles, y compris électorales.

La CGT, dans ses textes préparatoires au congrès de mars 2023, réaffirme, en dépit d’oppositions internes, son attachement au syndicalisme rassemblé comme méthode de mobilisation ainsi que l’unification syndicale comme objectif.

Sur ce dernier point, pour la première fois, la CGT évoque clairement la FSU comme partenaire privilégiée, et Solidaires.

La FSU s’est à nouveau prononcée au congrès de Metz en faveur du rassemblement du syndicalisme de transformation sociale en débattant pour cela avec CGT et Solidaires des étapes allant dans le sens de la construction d’un nouvel outil syndical, sans exclusive des forces qui seraient intéressées.

~~P~~our Unité et Action, la réussite du processus des Etats généraux est un impératif.

Ce sera l’occasion d’utiliser le regain d’attractivité du syndicalisme lié à sa capacité de mener, dans l’unité la plus totale, avec la masse du salariat, la lutte contre l’injuste réforme des retraites pour analyser ensemble le bilan de ce combat. Cela permettra de réfléchir aux nouvelles et nécessaires orientations et méthodes de nos organisations, par exemple d’en réduire la division organique, pour mieux répondre aux besoins du monde du travail.

Les Etats généraux s’inscrivent dans un contexte particulier, celui d’une lutte sociale exemplaire, dans laquelle ensemble les organisations syndicales font la preuve de leur détermination, de leur unité, et de leur aptitude à représenter dignement le salariat. Celui ci ne comprendrait pas que, passée l’épreuve de force, le monde syndical retourne une fois de plus à ses logiques de « camps », de luttes de chapelles ou de patriotisme d’organisation qui enchantent patronats public et privé mais désespèrent, exaspèrent et détournent les travailleurs et travailleuses.

Ensuite parce que l’avenir politique ne laisse pas d’autre choix que celui du renforcement du monde syndical. Nul ne sait si les efforts, salutaires, de la Gauche française pour créer une dynamique unitaire suffiront à lui permettre la victoire aux prochaines élections présidentielles. Chacun.e connaît le risque d’une arrivée prochaine au pouvoir de l’extrême Droite nationaliste, xénophobe, raciste autant qu’hostile aux droits des salarié.es.

Un syndicalisme unifié, donc plus fort, donc plus efficace peut contribuer, sinon à supprimer, au moins à atténuer l’hypothèse du pire.

En s’appuyant sur des initiatives locales, là où existent déjà des habitudes de militantisme en commun, il s’agira de s’emparer de thématiques transversales et qui peuvent poser question entre les organisations : l’articulation entre impératifs environnementaux et emplois, l’activité syndicale dans les déserts syndicaux (petites entreprises, salariat précaire), le devenir de la Fonction publique, la lutte contre l’extrême droite, les combats féministes, l’État social...

A l’issue de ce processus, une réunion nationale des Etats Généraux pourrait se conclure par un appel commun à se syndiquer, et un engagement à aller plus loin dans le travail en commun.

Benoit Teste (secrétaire général de la FSU), Flavien Benazet (SN branche Intérieur du SNUITAM), Coralie Benech (SG du SNEP), Didier Bourgoin (SN du Snuter), Brice Castel (SG du SNUASFP), Guislaine David (co SG du SNUIPP), François Ferrette (co-SG du SNASUB), Igor Garncarzyk (SG du SNUPDEN), Sigrid Gerardin (SG du SNUEP), Boris Gralak (SG du SNCS), Saphia Guereschi (SG du SNICS), Eric Nicollet (SG du SUI), Anne Roger (SG du SNESUP), Stéphane TASSEL (trésorier national du SNESUP), Sophie Vénétitay (SG du SNES), Nicolas WALLET (co SG du SNUIPP)